



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasília
Semaine du 01 juillet 2024

Le Plano Safra 2024-25 prévoit un financement à taux subventionnés de 476 Mds BRL pour le secteur agricole

Ce programme du gouvernement fédéral vise à soutenir le secteur agricole principalement à travers des lignes de crédits dédiés et des taux d'intérêt préférentiels à hauteur de 476 Mds BRL (80,2 Mds EUR), soit un niveau record. Le plan est divisé en deux volets : l'un destiné aux moyens et grands producteurs, et l'autre à l'agriculture familiale de petite taille.

LE CHIFFRE A RETENIR :

7,1%

Le taux de chômage en mai 2024, soit le taux le plus bas pour un mois de mai depuis 2014 (BCB)

Le secteur des assurances est largement impacté par les inondations dans le Rio Grande do Sul.

Les indemnisations d'assurance dans l'Etat du Rio Grande do Sul ont atteint 3,8 Mds BRL (641 M EUR) à la mi-juin. Le nombre de demandes de sinistres a également connu une hausse notable, notamment dans le secteur agricole. Le gouvernement évalue déjà les pertes économiques de l'Etat à 62 Mds BRL (10,5 Mds EUR) pour l'ensemble des secteurs et continue de déployer des aides pour les ménages et les entreprises affectées.

Les 30 ans du Plan réal et l'évolution de l'inflation au Brésil.

Cette semaine marque le 30^{ème} anniversaire du Plan Réal et de l'introduction de la monnaie brésilienne actuelle, le réal. L'occasion de revenir sur les principaux éléments d'une politique monétaire qui a profondément marqué le Brésil, permettant de stabiliser son économie et de mettre fin à l'hyperinflation qui avait exacerbé les inégalités sociales pendant plusieurs décennies.

Graphiques de la semaine : Taux d'intérêts et défauts de paiement (crédits).

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,6%	-4,8%	126 354
Risque-pays (EMBI+ Br)	+2pt	+36pt	238
Taux de change USD/BRL	-0,8%	+12,2%	5,49
Taux de change €/BRL	+0,2%	+10,9%	5,93

Note : Données du jeudi à 14h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Le *Plano Safra* 2024-25 prévoit un financement à taux subventionnés de 476 Mds BRL pour le secteur agricole

Le nouveau programme « *Plano Safra* », qui vise à soutenir le cycle de production agricole 2024/2025, a été annoncé cette semaine par le président Lula, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage Carlos Fávaro et le ministre du Développement agraire Paulo Teixeira. À travers des lignes de crédit à taux d'intérêt subventionné, le gouvernement soutient le développement du secteur agricole. En plus des crédits, le plan comprend un soutien à l'assurance, un accès à des formations et à l'assistance technique, tout en soutenant la transition vers une agriculture plus durable ainsi que l'innovation technologique. Le coût total des subventions octroyées par le gouvernement fédéral pour réduire le coût des crédits ruraux est de 16,9 Mds BRL (2,8 Mds EUR), réparties entre les grandes exploitations agricoles (6,3 Mds BRL) et l'agriculture familiale (10,4 Mds).

Ce plan porte sur un volume record de crédits subventionnés de 476 Mds BRL (80,2 Mds EUR), dépassant de 6,8% les 445,8 Mds BRL du plan précédent. Il est structuré en deux volets, l'un dédié aux moyens et grands producteurs, et l'autre à l'agriculture familiale.

Le *Plano Safra* prévoit 400,6 Mds BRL (67,6 Mds EUR) de crédits aux moyens et grands producteurs, soit une augmentation de +10% par rapport à la saison précédente. Ce montant est partagé en 13 programmes qui visent à

favoriser l'innovation et la modernisation des activités agricoles. Sur ce montant total, 293,3 Mds BRL (+8%) sont destinés au financement des coûts de production et de commercialisation tandis que les 107 Mds BRL (+16,5%) restants sont alloués aux investissements. En plus de cette enveloppe, le Gouvernement a décidé de comptabiliser également dans sa communication 108 Mds BRL supplémentaires correspondant aux Lettres de Crédit à l'Agrobusiness (LCA), des titres de dette bénéficiant des abattements fiscaux émis par des institutions financières pour financer le secteur agroalimentaire.

Les programmes d'appui à l'investissement bénéficient de taux variant entre 7 et 12%. En particulier, la ligne de crédit correspondant aux pratiques favorables au climat (programme RenovAgro) bénéficie du taux le plus faible à 7%).

Le *Plano Safra* alloue également 76 Mds BRL (12,8 Mds EUR) de crédits dans le cadre du Programme National de Renforcement de l'Agriculture Familiale (PRONAF). Ce montant est en hausse de +6,2% par rapport à la saison précédente. Le Pronaf comporte 10 lignes de crédits avec des taux d'intérêts subventionnés et plus bas que celui pratiqué pour les moyens et grands exploitants. Ils varient de 0,5% à 6% par an. Le gouvernement a notamment réduit les taux d'intérêt de 4% à 3% par an pour les agriculteurs familiaux produisant des denrées de base tels que le riz, les haricots, le manioc, les tomates, le lait et les œufs. En outre, les agriculteurs qui pratiquent une production d'aliments biologiques bénéficient d'un taux d'intérêt de 2% - au lieu de 3% précédemment - pour les coûts de production et 3% pour les investissements. Parmi les nouveautés, il convient aussi de noter l'ouverture d'une ligne de crédit pour la régularisation foncière, qui permet de

financer toutes les étapes et dépenses liées du processus de régularisation sur la base d'un emprunt de 10 000 R\$ sur 10 ans au taux subventionné de 6% et avec un délai de carence de 3 ans. Enfin, des initiatives pour les agriculteurs à faible revenu ont été mises en œuvre, notamment le relèvement du plafond des revenus familiaux pour être éligible à des crédits spécifiques¹.

Le secteur des assurances est largement impacté par les inondations dans le Rio Grande do Sul.

Les indemnisations d'assurance au Rio Grande do Sul ont atteint 3,8 Mds BRL au 18 juin, suite aux inondations sans précédent qui affectent l'Etat depuis avril. Cela représente une hausse de +132% par rapport à la première enquête menée par la confédération nationale des entreprises d'assurance (CNSeg) le 24 mai. Selon le président de la confédération, ces chiffres devraient continuer de progresser dans les semaines à venir et pourraient même dépasser les 7,5 Mds BRL versés pendant la pandémie de Covid-19. **Cette catastrophe naturelle a généré le plus grand nombre de demandes d'indemnisation comptabilisé par le secteur des assurances au Brésil à la suite d'un seul événement.**

Le nombre de demandes de sinistres a progressé de +108%, atteignant 48 870 demandes, contre 23 441 un mois auparavant. Le secteur agricole a enregistré la plus forte augmentation en termes de demandes, passant de 993 à 2215 (+223%). En valeur, les demandes de sinistres de ce secteur ont atteint 181,6 M BRL (+284%). En ce qui concerne les assurances contre les «

grands risques² », les indemnisations ont connu la plus forte hausse en valeur avec 1,3 Md BRL contre 507 M BRL à la mi-mai. Enfin, les autres assurances, comme celles pour les entreprises, les transports, et les risques d'ingénierie, ont enregistré 2450 demandes, totalisant un peu plus de 322 M BRL d'indemnités à verser.

Au 10 juin 2024, le gouvernement du Rio Grande do Sul évaluait déjà l'ensemble des pertes économiques à plus de 62 Mds BRL. Outre les pertes liées à la fermeture et la destruction d'infrastructures, les inondations devraient entraîner des pertes de recettes fiscales de 5 à 10 Mds BRL provenant de la taxe sur les biens et services (ICMS) d'ici la fin de l'année, en plus des 1,6 Md BRL non perçus depuis mai. L'impact négatif des inondations sur l'ensemble de l'activité économique brésilienne devrait se refléter dans les données du deuxième trimestre de l'année. Les experts estiment néanmoins que les efforts de relance du gouvernement pourraient générer un rebond potentiel de l'activité économique dans l'Etat, qui ne serait cependant visible qu'à partir de la fin de l'année.

Les dépenses fédérales allouées au Rio Grande do Sul pour faire face aux conséquences des inondations s'élèvent désormais à 91,7 Mds BRL. Sur ce montant, 74,2 Mds BRL couvrent les crédits, l'aide à la reconstruction, la sécurité alimentaire, la défense, la reconstruction des autoroutes et la reprise des activités dans les universités. Les 17,5 Mds BRL restants correspondent à des anticipations de prestations sociales et des extensions de durée de remboursement des impôts.

¹ Par exemple, le microcrédit « Pronaf B », où le plafond de revenu familial est passé de 40 mille BRL à 50 mille BRL. Le plafond de crédit a également été augmenté, passant de 10 mille à 12 mille BRL. Le Pronaf Mulher proposera un taux de 3% par an pour les agricultrices ayant un revenu annuel jusqu'à 100

000 reais, contre un plafond de 25 000 reais et des taux de 4% la saison dernière.

² Les assurances contre les « grands risques » sont destinées à couvrir des événements majeurs et imprévisibles tels que les catastrophes naturelles et les incendies de grande ampleur.

Etude économique & financière

30 ans du Plan réal et l'évolution de l'inflation au Brésil.

Lancé le 1^{er} juillet 1994, le Plan Réal (*Plano Real*) fête cette semaine ses 30 ans. Ce plan a introduit la monnaie brésilienne actuelle, le réal, ainsi que des programmes de stabilisation des prix et de réformes structurelles dans un contexte de crise hyperinflationniste que six plans économiques et sept monnaies différentes n'avaient pas réussi à résoudre³.

Le Plan Réal est aujourd'hui considéré comme l'un des efforts monétaires les plus fructueux du monde contemporain. L'inflation, qui atteignait +46% par mois avant sa mise en place, est tombée à +2% quelques mois après son adoption. La réduction de l'inflation a permis de protéger le pouvoir d'achat des brésiliens, de renforcer l'impact des politiques de transfert de revenus, et *in fine* de réduire le taux d'extrême pauvreté⁴ et de stabiliser l'économie brésilienne.

Mis en œuvre sous le gouvernement d'Itamar Franco et sous l'égide du ministre des Finances de l'époque, Fernando Henrique Cardoso, le Plan Réal reposait notamment sur deux idées novatrices qui l'ont démarqué des plans économiques précédents : i) un contrôle des dépenses publiques, et ii) la création d'une unité monétaire

temporaire, l'URV (*Unidade Real de Valor*), permettant une transition entre l'ancienne et la nouvelle monnaie.

À la fin des années 90, confrontée à diverses crises économiques, la Banque centrale du Brésil (BCB) a introduit le "trépied de la politique macroéconomique". Ce cadre repose sur trois piliers fondamentaux qui structurent encore aujourd'hui la politique économique brésilienne : i) un régime de change flottant, ii) un objectif d'inflation, et iii) un objectif budgétaire. En parallèle, le Brésil a poursuivi ses efforts d'équilibrage de ses finances publiques, notamment dans le cadre d'un programme avec le Fonds Monétaire International (FMI) en 1998.

Plusieurs économistes s'accordent à dire que l'effort de maîtrise des dépenses publiques a été essentiel au succès du Plan Réal. Cependant, la discipline budgétaire s'est avérée difficile à atteindre et représente encore aujourd'hui l'un des plus grands défis du gouvernement (voir [brèves du 17 juin 2024](#)).

Certains estiment que la politique de contrôle de l'inflation du Plan Réal s'est largement reposée sur le maintien de taux d'intérêt élevés, ce qui a eu des effets secondaires négatifs à long terme sur la consommation, la productivité et l'innovation, entravant ainsi la croissance potentielle du Brésil. Aujourd'hui encore, le Brésil demeure l'un des pays avec les taux d'intérêt les plus élevés au monde (voir les [Graphiques de la semaine](#)), avec des spreads bancaires moyens avoisinant les 20%.

³ En juin 1994, le taux d'inflation cumulé sur 12 mois atteignait 4 992%.

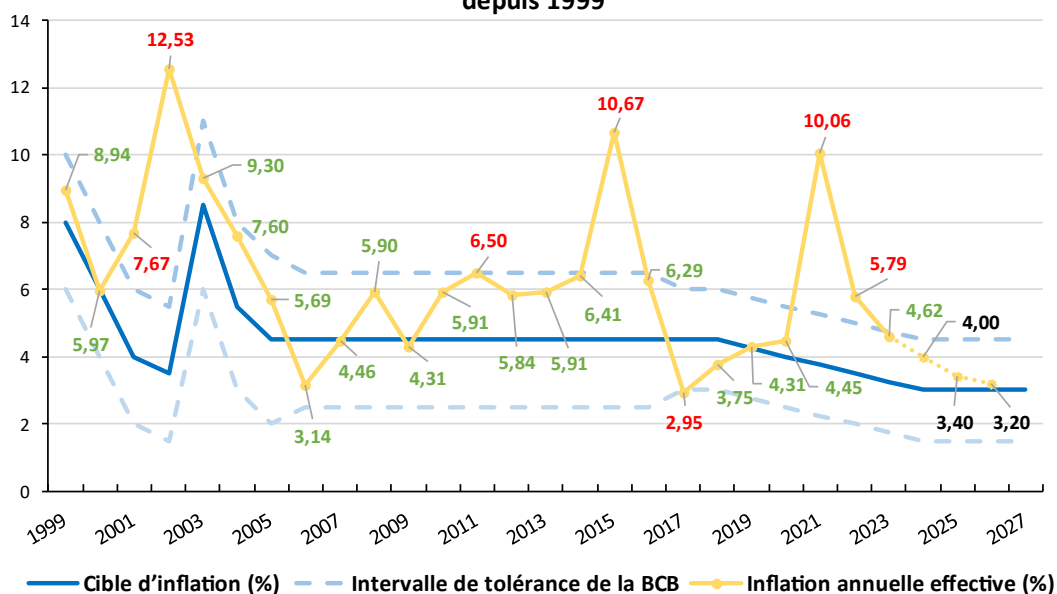
⁴ Le taux d'extrême pauvreté est passé de 39,1 % en 1993 à 32 % en 1995. Il est resté relativement stable jusqu'au début des années 2000, puis a

largement diminué pour atteindre 8,31 % en 2023 (avec l'exception notable de 2021 et la pandémie de COVID-19 durant laquelle le taux est remonté à 14,1%).

Malgré les crises des dernières décennies, qui ont vu l'inflation s'éloigner de sa cible (*Figure 1*), la BCB continue de jouer un rôle crucial dans la maîtrise de l'évolution des prix. Après avoir décidé de maintenir le taux directeur (taux Selic) à 10,50 % le 19 juin dernier en raison des incertitudes du scénario mondial et domestique (voir [brèves du 17 juin 2024](#)), la BCB a révisé à la hausse ses prévisions d'inflation pour les années à venir dans [son rapport trimestriel](#) publié la semaine dernière. Elle prévoit désormais un taux d'inflation de +4 % en 2024 (contre +3,5 % précédemment), +3,4 % en 2025 (contre +3,2 %) et +3,2 % en 2026, tous ces chiffres restant dans la marge de tolérance de sa cible d'inflation. Cette semaine, le marché a également ajusté ses prévisions à la hausse, anticipant des taux d'inflation de +4 % en 2024, +3,87 % en 2025 et +3,6 % en 2026.

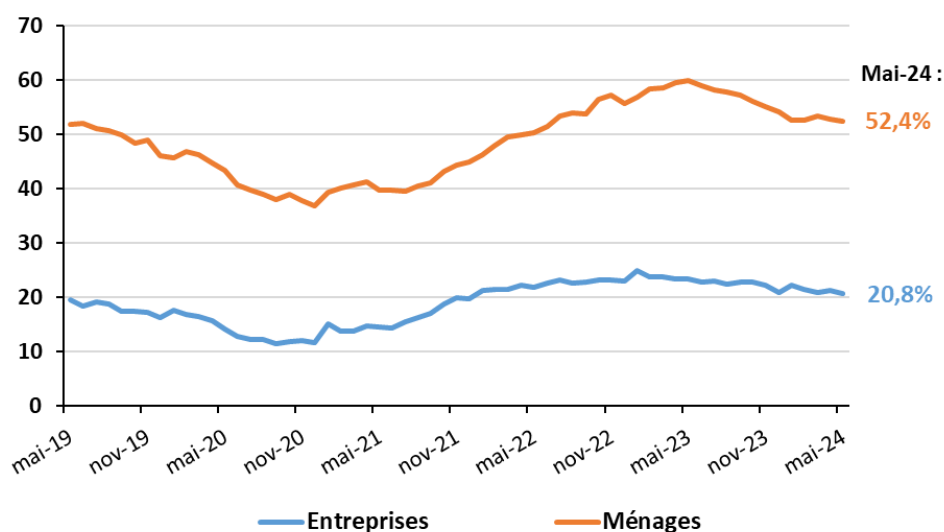
* * *

Figure 1- Evolution de l'inflation annuelle (en %) par rapport à sa cible depuis 1999

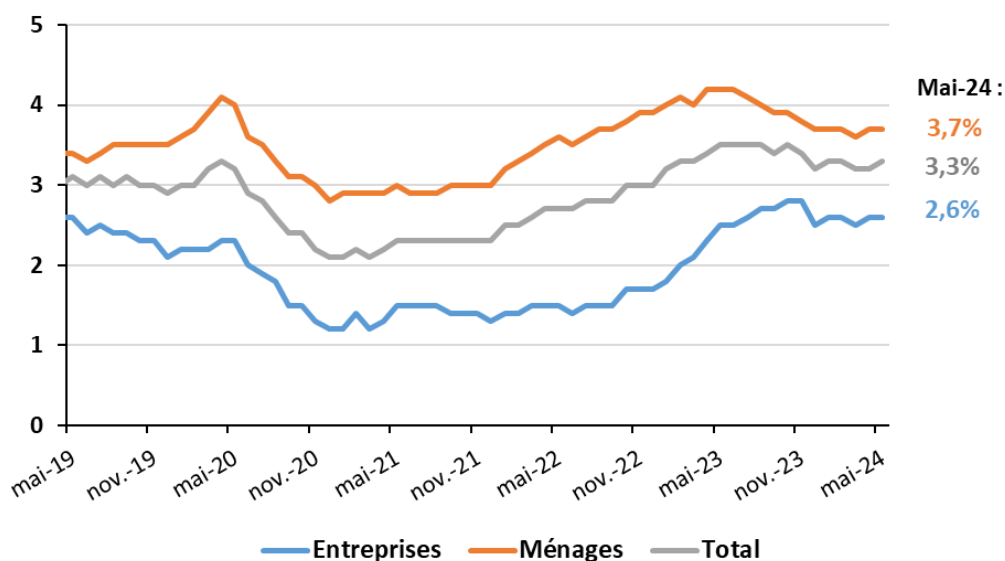


Graphiques de la semaine

Evolution des taux d'intérêts pour les crédits en allocation libre, en %



Evolution des taux de défaut (prêts échus depuis 90 jours), en %



Source : BCB

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Sébastien Andrieux (Chef du service économique régional de Brasília).

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier) et Alice Lebreuilly.

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr